





# L'Ombre d'un traître

De la même auteure

*Je vous aiderai à vivre, vous m'aidez à mourir*, Éditions de l'Observatoire, 2021 ; *J'ai Lu*, 2022.

Nathalie Saint-Cricq

# L'Ombre d'un traître

L<sup>É</sup>ditions de  
L'Observatoire

ISBN : 979-10-329-2728-1  
Dépôt légal : 2023, octobre  
© Éditions de l'Observatoire / Humensis 2023  
170 bis boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

*À nos parents Mireille et Jacques,  
à tous nos disparus, tellement présents.  
À ma famille, félins compris.*



Le récit qui suit est une œuvre de fiction inspirée  
de faits réels et de personnages,  
témoignages et documents historiques.



# Prologue

Je suis tombée, pourrais-je dire, dans l'histoire qui suit par le plus grand des hasards. J'ai d'abord refusé d'y croire, tant elle me semblait invraisemblable, du début jusqu'à sa fin. Et c'est en toute incrédulité, convaincue que j'avancerais lentement mais sûrement dans une impasse, que j'ai commencé à harceler nombre d'historiens et arpenté les salles d'archives.

Tout a débuté par une banale conversation avec l'historienne Frédérique Neau-Dufour. Nous préparions pour France 2, avec Julian Bugier, une édition spéciale consacrée à l'hommage d'Emmanuel Macron et de la nation à la France combattante.

Ce 11 novembre 2021, le dernier compagnon de la Libération, Hubert Germain, était inhumé au Mont-Valérien. Charles de Gaulle voulait que l'ultime témoin de leurs luttes passées reposât dans ce monument qu'il avait choisi d'ériger pour eux. Cinquante et un ans après la mort du Général, Hubert Germain, cent un ans, fermait le ban pour toujours.

Je demandai alors à la jeune historienne des précisions sur le mode de sélection des héros, tant le choix avait dû être vertigineux. Par qui et comment avaient été désignés ces quinze personnages ? Il s'y trouvait un certain nombre de coloniaux, peu de gradés, beaucoup de militaires, aucun communiste. Deux femmes, quand même. La liste avait été mûrement réfléchi et stratégiquement dosée. Il s'agissait, par-delà l'hommage, d'une démarche on ne peut plus politique.

C'est Henri Frenay, grand résistant et fondateur du mouvement Combat, devenu ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés du gouvernement provisoire de la République française, qui avait été chargé, en octobre 1945, de la « sélection » des héros, à partir de listes fournies par les associations de déportés et de combattants.

Pour édifier un monument à la gloire de ces héros, de Gaulle avait lancé une souscription. Chacun pouvait apporter son obole, afin de construire leur Mont-Valérien à tous.

Puis de Gaulle avait quitté le pouvoir en 1946. Ce que le Général avait toujours considéré comme l'abomination de la désolation, le règne des partis politiques englués dans leurs alliances de circonstance, avait pris le dessus. Le nouveau ministre des Anciens combattants, le communiste Laurent Casanova, avait aussitôt interrompu la récolte de fonds qui devait financer le monument... Il se vengeait. Car derrière la grandeur des sentiments et des hommages, se trouvaient beaucoup d'arrière-pensées. Le Général avait toujours mené une lutte, parfois souterraine, contre le Parti communiste. Il savait pertinemment que celui-ci tentait avec ordre et méthode de s'approprier la lutte contre

l'occupant et les nazis. Les communistes voulaient, eux aussi, incarner la mémoire vive de la nation. Dans leur esprit, le Mont-Valérien était avant tout la clairière de leurs fusillés, le haut lieu du martyr des résistants communistes.

Le PC se revendiquait le parti des 75 000 fusillés. Le Général estimait ce nombre hautement fantaisiste, lui évaluait plutôt à 1 000 ceux qui, sur la colline de Suresnes, avaient contribué par leur sacrifice à la défaite du Reich. C'était déjà beaucoup. Parmi les suppliciés se trouvaient également plus d'une centaine de Juifs, une présence allègrement passée sous silence.

Pour de Gaulle, il était hors de question que les communistes s'attribuent tous les lauriers de la victoire et monopolisent la mémoire à leur seul profit.

Revenu au pouvoir en 1958, construire son monument fut une de ses premières décisions. Douze ans après, il reprenait le fil de son combat.

De Gaulle inaugure son Mont-Valérien le 18 juin 1960. « La France n'a jamais cessé le combat, voilà ce qu'il faut exprimer, dans la pierre et dans le bronze », dit-il. Le Mont-Valérien serait la clé de voûte de ce récit national, qui vanterait la Résistance française des premiers jours. Même si les résistants n'avaient été que quelque 400 000 pour 41 millions de Français, et que beaucoup avaient basculé sur le tard, quand il était évident que les Alliés l'emporteraient sur la barbarie.

Un seizième français, tué par les Japonais au Laos en mars 1945, avait été ajouté au printemps 1952, par le président Auriol. Une urne contenant des cendres des victimes des camps y avait quand même et enfin été adjointe

en 1954, à l'occasion de la première journée du Souvenir des victimes de la déportation.

Frédérique Neau-Dufour m'expliqua tout ou presque en un temps record. Puis elle ajouta, l'air de rien : « On y entre, mais on peut en sortir aussi. On a frisé le scandale. » Sur le coup, je ne fis pas attention à cette phrase. Mais, avec cette propension à me faire un cinéma, j'imaginai, quelque temps après, l'épouvantable honte d'une famille recevant une lettre ou un coup de téléphone, un beau matin, lui annonçant qu'on avait commis une erreur, et que le corps de leur proche devait disparaître dans les meilleurs délais de la crypte du Mont-Valérien. « Une désolante péripétie », aurait-on ajouté. On dirait aujourd'hui « une erreur de casting ». La famille avait sans doute tout d'abord refusé d'y croire. Puis elle avait probablement, douloureusement, accepté la vérité qu'on lui assénait. Mais le répudié en place publique et pour l'éternité serait toujours, pour eux, un fils, un père ou un mari.

J'entrevois des scènes terribles, beaucoup de souffrances familiales, de celles qui perdurent de génération en génération. Il n'y avait, étonnamment, aucun livre sur ce petit pan d'histoire dont peu connaissaient l'existence. Pourtant, une plongée dans les archives françaises et allemandes permettait d'en retrouver toutes les traces scrupuleusement répertoriées.

C'est ainsi que je m'engouffrai dans la trouble affaire B., et que je démarrai mon enquête.

J'ai été grandement aidée par tous les historiens, documentalistes, chercheurs que j'ai pu solliciter. Aucun ne m'a

envoyée au diable tant ils semblaient eux aussi excités par le sujet de mes recherches. Qu'ils en soient tous remerciés.

Des archives du Cantal, des Deux-Sèvres, au service historique des Armées à la DGSE, du ministère des Armées à la Fondation Charles-de-Gaulle, de thésards en doctorants, je les ai tous poursuivis avec mes doutes et mes questionnements. Je n'ai rencontré que de très bonnes volontés. Bien sûr, le conservateur du Mont-Valérien Jean-Baptiste Romain m'a patiemment soutenue et aiguillée.

Quel soulagement ce fut de voir avec quelle liberté d'esprit mes interlocuteurs appréhendaient l'histoire passée en ne se souciant que de la vérité, et non de la bienpensance ! Et si, à l'époque, tout avait été tenu secret, il suffisait aujourd'hui de chercher pour trouver.

Tout ce qui concerne le personnage principal Robert B. et son épouse Marie-Flavie – actes administratifs, lettres officielles, décisions gouvernementales, PV d'auditions, jugements des tribunaux allemands – est authentique et référencé. J'ai consulté et reproduit ces documents au mot près. Relèvent uniquement et évidemment de la fiction certains de mes personnages et ressorts romanesques les mettant en scène.

En ce qui concerne B., l'administration française conservant la moindre note, il m'a suffi de suivre les archives ; le réel était suffisamment triste et rocambolique pour qu'il ne soit pas utile « d'en rajouter ».

Je me suis aisément glissée dans la peau d'un jeune reporter enquêtant sur l'affaire. Il figure forcément dans ce récit des éléments de partis pris, notamment dans la manière de relater ou de décrypter les décisions et choix

faits dans le contexte de l'époque. Il restera toujours quelques zones d'ombre, les témoins directs ayant disparu avec leurs secrets. Avis aux lecteurs et amateurs qui disposeraient d'informations ou de révélations inédites que je n'ai pu ni su trouver, je serais enchantée de poursuivre, grâce à eux, cette plongée dans « l'affaire B. » qui m'a obsédée pendant de longs mois.

# 1

## Le Général

*18 juin 1960, Mont-Valérien*

Il avance seul à grands pas, n'a nul besoin du protocole pour lui énoncer le rituel à respecter ou la marche à suivre. Au Mont-Valérien, ce 18 juin 1960, de Gaulle est chez lui. Il porte son uniforme bien ajusté, sanglé par un ceinturon qui corrige son embonpoint, profil de médaille, son grand nez au vent surplombant une petite moustache rectiligne. En avant, calme et droit, le visage grave et inspiré, faisant montre d'« un aspect gothique » – c'est ainsi que de Gaulle se dépeint –, une unique décoration brille sur son cœur, sa croix de Lorraine, insigne de la France libre, la seule qui vaille pour lui.

Il inaugure enfin ce monument pour lequel il s'est tant battu. Dès 1944, il a voulu un lieu de pèlerinage, son temple républicain, pour rendre grâce à cette France combattante et honorer à sa juste valeur le général de Gaulle, dit-il – car il parle souvent de lui à la troisième personne. Il se souvient de ses lectures de jeunesse, du roman *La Colline*

*inspirée* de Maurice Barrès : « Il est des lieux où souffle l'esprit, des lieux qui tirent l'âme de sa léthargie. » C'est, aujourd'hui, le cas avec cet édifice à sa hauteur.

Ordre a été donné que la Horch 830 présidentielle décapotable – voiture allemande qu'il abandonnera au profit d'une Citroën DS – le laisse à l'orée du mémorial, sur cette esplanade en forme de V de la Victoire. Contemplant la foule de ses douze mètres de hauteur, se dresse sa croix de Lorraine en grès rose des Vosges. Il l'a voulue « d'une imposante sobriété » pour incarner cette « certaine idée de la France » qu'il imagine rayonner dans le cœur des Français comme dans le monde entier : le symbole et le serment de la splendeur de la France retrouvée pour l'éternité. Il voit et pense toujours loin.

Vingt ans après l'appel du 18 juin 1940, on fête l'anniversaire de la France combattante – et donc un peu le sien, tant leurs destinées sont liées.

Ce jour de joie, comme les Français en réclament pour se croire uniques au monde, doit nourrir la légende et conjurer sa hantise de l'oubli. Il ne peut imaginer devenir une simple parenthèse dans l'histoire de son pays.

Il arrive près du sanctuaire, salue les femmes endeuillées qui l'accueillent par des pleurs, s'incline devant les invalides de guerre. Une jeune fille lui exprime sa dévotion, une main sur le cœur : « Vous êtes notre seul espoir, vous l'avez toujours été. » Il ôte alors furtivement son képi, tant elle a éperdument résumé ce qu'il ressent, sa certitude. Une gamine sanglote, probablement traînée de force à cette cérémonie qui ne lui rappelle en rien son père mort dans une chambre à gaz, à Birkenau. Aujourd'hui, comme

longtemps par la suite, on ne parle pas des Juifs. Une indécence. Comme s'ils avaient simplement subi, et non pas, eux aussi, combattu.

En cet instant, le Général est fier, presque grisé. La modestie n'a jamais été chez lui un caractère dominant. Peut-être fallait-il qu'il en soit ainsi pour oser défier l'ennemi, et lancer tout en audace le « non des premiers jours ».

Cela n'a pas toujours été facile. Il connaît cette désespérance qui l'a bien des fois assailli lors de la guerre et même longtemps après. Il eut bien des fois l'humeur noire et l'espoir en berne, se laissant par moments dévaster par ce haut chagrin. Mais il a toujours gardé ses états d'âme pour lui. De Gaulle pense presque à haute voix : « Trop de Français imaginent aujourd'hui qu'il a suffi que je parle le 18 juin à la radio anglaise pour que la France soit présente à la victoire de 1945. » « Le 18 juin est le jour où tout a commencé, mais il y eut bien d'autres jours avant que cela finisse. » Il ne fut pas toujours suivi, encore moins fêté.

Adulé car triomphant en 1944, il avait regagné Colombey en janvier 1946 ; une bande de politiciens, les partis traditionnels qui avaient failli en 1940, l'empêchait en effet de régner, ou plutôt de gouverner – il confondait un peu ces deux notions. De Gaulle, pensait-il, méritait mieux que cela. Il concluait alors, sans se départir de ce qu'il appelait son « amère sincérité » ou sa « rouspétance » : « Vous verrez qu'un de ces jours, on viendra me chercher. »

De fait, en 1958, il était revenu au pouvoir, après avoir attendu et espéré qu'on l'implore de reprendre le pays en

main. Il avait toujours cru qu'il serait définitivement, et pour tous ou presque, le recours. Le pire, pour lui, pendant ces douze années de disgrâce, était d'avoir douté de son peuple apparemment bien ingrat et peu reconnaissant. Que seraient-ils tous devenus sans lui ?

Du haut de son mètre quatre-vingt-seize, deux mètres même si l'on y ajoute le képi deux étoiles, il serre des mains à n'en plus finir. Il ne distingue que peu de choses tant sa vue est mauvaise, mais entend les bruits d'une foule enthousiaste qui vibrent dans l'air. Il sait bien que le peuple court toujours vers la victoire, qu'il y eut beaucoup de « Vive le Maréchal » à l'époque, quand « Vive le Général » est aujourd'hui de saison – ce sont souvent les mêmes qui ont la prudence de toujours acclamer les vainqueurs et ont aux lèvres leur propre interprétation de *La Marseillaise*. Le Général n'est dupe de rien. « Le Français est un cheval qui, au lieu de sauter l'obstacle, essaie chaque fois de passer à côté. S'il ne trouve pas un jockey pour le forcer à aller droit sur la haie, hop, il l'évite. On peut toujours l'attendre dans les tribunes, il ne fait pas le parcours. » Mais il lui revient de raconter une histoire gratifiante, quitte à faire croire aux Français qu'ils avaient été courageux dans l'âme dès le début de la guerre, ayant eu foi en la Résistance sans pour autant l'avoir pratiquée. « C'est ainsi que les hommes vivent », conclut-il, fataliste, face aux 20 000 invités.

Mais il se console. Ceux qui sont honorés ce jour sont des vrais, des braves, morts en combattants, en résistants. Les authentiques, pas les autres. Malgré cela, le temps n'est pas venu pour lui de faire le ménage parmi les Français.

Georges Brière, né le 24 décembre 1922 à Reims. Matelot au 1<sup>er</sup> régiment de fusiliers marins de la première division française libre. Tué à l'ennemi le 25 novembre 1944 à Giromagny.

Jean Charrier, né le 1<sup>er</sup> juin 1920 à Paris. Soldat au 152<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Tué à l'ennemi le 26 décembre 1944 à Courtelevant.

Maurice Debout, né le 30 décembre 1914 à Arras. Prisonnier de guerre. Fusillé le 13 mars 1944 à Oberhonau, Bavière.

Hubert Germain, né le 6 août 1920 à Paris. Résistant, 1<sup>re</sup> division légère française libre, 13<sup>e</sup> demi-brigade de Légion étrangère. Décédé le 12 octobre 2021 à Paris. Compagnon de la Libération.

Maurice Duport, né le 7 avril 1919 à Salon-de-Provence. Sous-lieutenant au 22<sup>e</sup> bataillon nord-africain. Tué à l'ennemi pendant la campagne d'Italie, le 4 mai 1944 à San Clemente.

Edmond Grethen, né le 23 mars 1898 à Thionville. Inspecteur en chef de la garde indochinoise. Fusillé par les Japonais le 16 mars 1945 à Thakhek, Laos.

Hedhili Ben Salem Ben Hadj Mohamed Amar, né en 1913 à Hergla Caidat, Tunisie. Soldat au 4<sup>e</sup> régiment de tirailleurs tunisiens. Tué à l'ennemi pendant la campagne de France, le 16 juin 1940 à Aunay-sur-Auneau.

Renée Lévy, née le 25 septembre 1906 à Auxerre. Résistante, membre du réseau du musée de l'Homme, puis du réseau Hector. Déportée « Nuit et Brouillard » en Allemagne. Décapitée le 31 août 1943 à la prison de Cologne.

Maboulkede, né en 1921 à Dangarare, Tchad. Soldat au 24<sup>e</sup> bataillon de marche, participe au débarquement de Provence. Tué à l'ennemi le 22 août 1944 à La Garde. 4<sup>e</sup> caveau en partant de la gauche.

Antoine Mourgues, né le 13 octobre 1919 à Lorient. Caporal-chef au bataillon du Pacifique. Tué à l'ennemi le 1<sup>er</sup> novembre 1942 à El Mreir, Libye, bataille d'El Alamein.

Alfred Touny, né le 24 octobre 1886 à Paris. Résistant, fondateur du mouvement Organisation civile et militaire (OCM). Fusillé en avril 1944 à Arras. Compagnon de la Libération.

Pierre Ulmer, né le 24 juillet 1916 à Châtellerault. Dragon du 4<sup>e</sup> régiment de dragons portés. Tué à l'ennemi le 24 mai 1940 pendant la campagne de France à la ferme de Berthonval.

Une urne contenant les cendres de déportés inconnus avait été déposée le 26 avril 1954 lors de la première « journée nationale du souvenir des victimes et héros de la déportation ».